



# MIGUEL ANGEL MORATINOS

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne

## **Dominique Moïsi, conseiller spécial, Ifri**

Thank you very much, Sergei. Last but not least, we have Miguel Angel Moratinos, former Minister of Foreign Affairs of Spain. Should there one day be peace in the Middle East, historians will pay tribute to a man who worked passionately for the cause of peace over the last decade.

## **Miguel Angel Moratinos, Ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne**

Historians will pay tribute to success.

## **Dominique Moïsi, conseiller spécial, Ifri**

Yes, if there is peace; that is what I said.

## **Miguel Angel Moratinos, Ancien ministre des Affaires étrangères d'Espagne**

Nous ressentons hélas une grande frustration. Merci à Thierry et aux organisateurs de nous donner la possibilité de poursuivre le débat sur la question du Moyen-Orient. L'ambassadeur chinois Wu a commencé son intervention hier en évoquant les quatre principaux défis de la gouvernance mondiale, le premier étant le Moyen-Orient. Lorsque nous essayons de cerner la nouvelle réalité du Moyen-Orient dans ce nouveau monde global, nous employons des termes qui commencent à nous être familiers, tels que « global », « intelligent », « vert », mais il convient de mettre l'accent sur deux concepts indissociables du Moyen-Orient : complexité et incertitude.

Cela me rappelle la célèbre citation du président Charles de Gaulle qu'il a prononcée au début de sa visite au Moyen-Orient : « Je m'envole vers un Levant complexe avec des idées simples », et ce qui se passe c'est que nous essayons de résoudre la question du Moyen-Orient avec des idées simples alors que nous aurions besoin d'idées complexes. Je pense que le Moyen-Orient mérite toute l'attention et tout le temps que nous lui consacrons car il est la quintessence de ce nouveau monde plein de défis, où tous les problèmes traditionnels de sécurité, d'intervention militaire, d'énergie et de commerce convergent vers les nouveaux défis du monde d'aujourd'hui que sont le terrorisme mondial, la sécurité alimentaire, la rareté de l'eau et la division culturelle. C'est pourquoi nous sommes si préoccupés par ce qui se passe.

Mais que faire ? On observe une sorte de lassitude internationale ; tout le monde en a assez du Moyen-Orient et plus encore, tout le monde en a assez de la question israélo-palestinienne. Ceux qui croient en une paix future sont considérés comme des idéalistes, s'efforçant encore et encore d'instaurer la paix dans cette région. À qui incombe la responsabilité ? Aux Arabes, aux Israéliens, à l'Iran ou à la Turquie ? L'Occident, c'est-à-dire l'Europe et l'Amérique, doit réfléchir à ce qu'il convient de faire. Nous pouvons continuer ce qui a été fait ces quatre dernières années, ce que je qualifierais de mauvaise diplomatie, la « diplomatie des drones » au Moyen-Orient, c'est-à-dire des actions militaires utilisant des drones.

M. Kerry a fait de son mieux avec les vieilles méthodes et les vieilles approches, mais il n'y a pas de stratégie. Je ne pense pas que nous devons interférer, mon cher ami, mais je pense que nous devrions avoir une stratégie. Quelle est

la stratégie des États-Unis au Moyen-Orient ? Peut-être en ont-ils une. J'ai quelques doutes concernant la stratégie européenne. Devrions-nous mettre en place une nouvelle stratégie afin de ne pas reproduire les mêmes erreurs, à commencer par la Syrie, proposer un plan pour la stabilisation de l'Irak, en restant sur la défensive ? Les méchants, ce qui se fait de pire, comme l'a dit le Prince Al-Faisal, gagnent du terrain. Il suffit de voir comment était le Moyen-Orient il y a dix voire cinq ans, et de voir sa situation aujourd'hui – cela va de mal en pis donc, mon cher ami, nous devons faire quelque chose, pas intervenir, mais nous devons faire quelque chose afin de bâtir un avenir meilleur pour la région et pour nous tous.

J'ai donc deux propositions principales. La première : comme l'a dit Son Altesse le Prince Al-Faisal, la priorité numéro 1 c'est la question israélo-palestinienne. Je ne dis pas cela parce que je suis impliqué dans la question palestinienne depuis de nombreuses années ; mais parce que c'est le cœur de la stabilité du Moyen-Orient. En effet, l'une des raisons de la déstabilisation engendrée par le radicalisme et le fanatisme tient au fait que les habitants de la région ne veulent plus de ce système à deux poids, deux mesures, et se sentent frustrés de ne pas voir se concrétiser la solution à deux États. Comment évoluer vers la solution à deux États ? Nous sommes tous d'accord avec la solution à deux États, et elle a même été approuvée par le Conseil de sécurité, mais mes chers amis israéliens, mes chers amis américains et certains amis européens ont peur de reconnaître un État palestinien. Ils disent qu'ils ne le reconnaîtront qu'après négociation.

Lorsque Ben Gourion a eu le courage et la vision de décider de créer l'État d'Israël le 14 mai 1948 et a écrit une lettre aux Nations unies, a-t-il négocié avec les Palestiniens ? Pourquoi alors l'État palestinien devrait-il être le fruit de négociations ? C'est logique, mais au Moyen-Orient tout est illogique. D'accord, soyons illogiques et négocions avec Israël, mais Israël n'a pas été disposé à négocier ces dernières années, alors laissons la communauté internationale, du moins l'Union européenne, prendre l'initiative pour une fois. Ce mouvement pour la reconnaissance d'un État palestinien ne doit pas avoir pour unique finalité la reconnaissance, mais doit être un instrument diplomatique, un instrument qui incitera les États-Unis à négocier avec les parties et qui motivera l'UE à faire avancer le processus de double reconnaissance via l'Initiative de paix arabe, afin que les pays islamiques et arabes reconnaissent Israël et afin qu'Israël, les Européens et les Américains reconnaissent un État palestinien.

Mon cher Meir, si vous remportez les élections, mettre en place un cadre et un calendrier ne sera peut-être pas nécessaire, mais imaginez que Netanyahu et sa coalition remportent les élections. Que ferons-nous ? Il serait excessif de dire qu'il n'y a plus d'espoir, mais nous devons mettre la pression et dire que si rien n'est fait dans les deux ans ou un an et demi, s'il n'y a pas de négociations sérieuses, nous, la communauté internationale, qui nous sommes engagés en faveur de la solution à deux États, reconnaitrons un État palestinien. Il y aura alors deux entités négociant leurs litiges et différends sur un pied d'égalité, entre États, et non plus au niveau d'une entité et d'un État. Telle devrait être la priorité numéro 1.

Ma deuxième priorité concerne l'Iran. Il y a eu un gros malentendu concernant l'Iran, et nous sommes tous d'accord sur le fait que ce pays est un adversaire qui complique notre vie depuis la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique. Je pense pour ma part qu'avoir essayé de mener des négociations nucléaires uniquement avec l'Iran était une grosse erreur car, pendant ce temps, comme vous l'avez dit, l'Iran en a profité pour gagner du terrain à Gaza, au Liban, en Irak, en France, l'Iran est partout. Nous n'avons obtenu aucun engagement sur la capacité nucléaire, et l'Iran est partout, nous devons donc mettre en place des garde-fous et exiger plus de contreparties de la part de l'Iran.

Je ne dis pas que les négociations sur la question nucléaire ne doivent pas se poursuivre, mais se concentrer uniquement sur la question nucléaire donnera à l'Iran la possibilité, et c'est ce qui se passe aujourd'hui, d'élargir son influence et son rôle dans la région.

La meilleure garantie pour l'avenir d'Israël est d'avoir de véritables relations diplomatiques avec l'ensemble du monde arabe.